

**Jean-Claude Empereur**  
**Union Paneuropéenne de France**

**Pour une Europe puissante et souveraine !**

Pour être crédible et être en mesure de peser sur les affaires du monde, « *l'Europe puissance* » doit se donner les moyens d'atteindre une maîtrise complète des technologies qui préserveront son indépendance économique, militaire et culturelle. La maîtrise de ces « technologies de puissance » implique un effort humain et financier considérable qui ne peut être engagé sans une mobilisation en profondeur de l'opinion européenne.

Jean-Claude Empereur, membre de l'Union Paneuropéenne de France<sup>1</sup>, est un des initiateurs d'un colloque intitulé « Indépendance de l'Europe et technologies de souveraineté » qui se déroulera les 28 et 29 janvier 2004 à Paris.

- 1. *Vous êtes convaincu que le contrôle des technologies, qu'elles soient militaires, duales ou purement civiles, est l'un des enjeux essentiels des affrontements économiques, culturels et militaires à venir. En quoi cette maîtrise des technologies peut-elle être facteur d'équilibre et garantie de paix pour les décennies à venir ?***

Nous sommes convaincus au sein de PanEurope que si l'on veut donner du sens au concept d'Europe Puissance, deux conditions doivent être remplies. La première est que les Européens se libèrent d'inhibitions et de complexes hérités d'un vingtième siècle tumultueux, pour renouer avec une conception de la puissance qui leur soit propre, c'est-à-dire altruiste et non hégémonique.

J'observe de ce point de vue, et je m'en réjouis, que ces derniers temps, des hommes politiques, des intellectuels, se sont attachés à redéfinir ce concept : « puissance souveraine<sup>2</sup> », « puissance tranquille<sup>3</sup> », « puissance positive<sup>4</sup> ». C'est dans cette ligne de pensée que s'inscrit PanEurope, et non pas dans celle d'un certain « déclinisme » à la mode.

De son côté, Marcel GAUCHET<sup>5</sup> remarque, pour le regretter, que le langage de la puissance est devenu un « langage réprouvé ». L'Europe vit un véritable drame sémantique autour des termes d'indépendance, de puissance et de souveraineté, comme si ces termes lui étaient interdits, alors que les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde et le Japon les revendiquent sans états d'âme. Si nous persistons dans cette voie, il faut se préparer à subir, dans le monde multipolaire en gestation, le sort insolite et peu enviable de « puissance interdite ».

Il est donc urgent de rendre à l'Europe le sens de la puissance.

La deuxième condition est que la réalité de la puissance réside aujourd'hui dans la maîtrise de certaines technologies cruciales ou technologies de souveraineté -

---

<sup>1</sup> [www.pan-europe.org](http://www.pan-europe.org).

<sup>2</sup> CHALANDON, Albin, *L'Europe devant l'empire : quel accès à la puissance ?*, Le Figaro, 30 septembre 2003.

<sup>3</sup> TODOROV, Tzvetan, *Le nouveau désordre mondial, Réflexions d'un Européen*, Robert Laffont, 2003.

<sup>4</sup> Saint-Etienne, Christian, *La puissance ou la mort*, Seuil, 2003.

<sup>5</sup> Gauchet, Marcel, *interview Marianne*, 19-25 août 2002, cité par infoguerre.com.

qui vont bien au-delà des technologies de sécurité et de défense - pour lesquelles des efforts de recherche et des politiques industrielles sont nécessaires. Renoncer à toute ambition technologique dans ces domaines, délaissier ainsi « la recherche pour comprendre », comme « la recherche pour agir », serait trahir nos valeurs culturelles, prendre de lourdes responsabilités à l'égard des générations futures, et mettre en cause notre survie.

**2 Les attentats du 11 septembre et le combat mené par les Américains contre le terrorisme international ont mis en exergue la faiblesse des capacités d'actions européennes. Le « gap » technologique se creuse. L'Europe en a conscience, s'offre des promesses qui semblent sans lendemain. Qu'en pensez-vous ?**

Nous sommes convaincus que de nombreux responsables français et européens sont parfaitement conscients du problème. L'accueil et les encouragements qu'Alain TERRENOIRE<sup>6</sup> et moi-même avons reçus, au plus haut niveau, lors de la présentation de notre projet de colloque, en est la parfaite illustration.

Mais il faut être extrêmement lucide, le combat pour la souveraineté technologique sera long, intense et difficile.

En effet la politique américaine, « relégitimée » et renforcée encore par les attentats du 11 septembre, est une politique de maintien, à tout prix, d'une supériorité technologique sur le reste du monde.

Soyons persuadés que nos amis américains feront tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir le « cap » et le « gap ».

Nous vivons avec Ariane, Airbus et le nucléaire sur des projets lancés, au début des années soixante-dix ; projets révolutionnaires pour l'époque. Ce que nous avons engagé en ce temps-là, alors que nous étions moins riches, moins nombreux, moins unis, nous devons être en mesure de le refaire aujourd'hui. L'effort budgétaire et financier est certes important mais il ne faut pas l'exagérer. Il est également créateur de richesse collective et d'emplois (cent cinquante mille emplois directs et indirects pour Galileo, selon le CNES). Or, le potentiel culturel, scientifique et technologique existe. L'élargissement, et c'est un point qu'il faut rappeler, le renforce encore. Mais ce qui manque, ce sont les moyens financiers et institutionnels de coordination permettant une approche globale au niveau européen. Là est la véritable différence entre les Etats-Unis et nous.

Il est certain, en revanche, que cet effort appelle une mobilisation en profondeur de l'opinion et l'expression d'une volonté politique, forte et déterminée sur le long terme. Les voies et les moyens de cette mobilisation sont encore à imaginer. Le référendum sur le projet de constitution européenne pourrait être l'occasion d'un large débat sur le sujet.

Face à la menace que représente aujourd'hui le développement d'une mentalité « décliniste » et « décadentiste », ce travail d'information et de mobilisation est essentiel, il doit être entrepris sans délai. A cet égard, nous sommes très sensibles à l'attention que porte Diplomatie Magazine à ces préoccupations.

**3. Dans le projet de constitution pour l'Europe, il est fait état de la création d'une Agence européenne de l'armement, de la recherche et des**

---

<sup>6</sup> TERRENOIRE, Alain, avocat, conseiller régional de Basse Normandie, président de PanEurope France.

**capacités militaires, mais il n'est pas fait explicitement état d'un organisme qui pourrait prendre en charge et stimuler la recherche dans le domaine civil. Or, il semble qu'aujourd'hui ce soit la recherche civile qui soit génératrice d'applications militaires à l'exemple des applications spatiales. Est-ce un sujet de préoccupation pour vous ?**

Je partage votre point de vue sur le rôle déterminant du développement de la recherche civile et sur son caractère dual. Celle-ci doit s'appuyer à la fois sur des politiques publiques et sur l'initiative privée. Le modèle américain est, de ce point de vue, comme on ne le souligne pas assez, exemplaire. Il est en effet dans le domaine de l'innovation et des techniques de pointe, à la fois interventionniste et libéral.

Le gouvernement fédéral, en créant les bases scientifiques et technologiques de l'innovation, joue un rôle essentiel. Le concept de technologie critique est fondamental. Il varie au cours du temps s'adaptant sans cesse à la perception, par la nation, des besoins de puissance et de souveraineté.

Dans ces conditions, quand on connaît le rôle joué par la DARPA<sup>7</sup> (à l'origine d'Internet, il y a plus de trente ans), comme moteur de la recherche militaire américaine, on ne peut que se réjouir de la création d'une agence européenne de l'armement, et de constater que la Convention pour l'Avenir de l'Europe, la « sanctuarise », en lui donnant valeur constitutionnelle.

Pour ce qui est de la recherche civile, au-delà de toutes les mesures d'incitation qu'il faut multiplier, fiscales notamment, il est essentiel qu'elle se développe dans une perspective de réseaux intégrant, universités, pôles d'excellence, centres de recherche, entreprises. De ce point de vue, la mise en œuvre d'un réseau européen d'excellence universitaire doit être considéré comme une priorité. Une autre priorité serait la création des quelques instituts de prospective et d'exploration du futur, qui font aujourd'hui cruellement défaut à l'Europe. Ceux-ci seraient bien placés pour éclairer la recherche stratégique, civile et militaire, en amont de la R&D traditionnelle. On ne dira jamais assez le rôle que jouent Outre-Atlantique, ces institutions, à la fois pour nourrir le débat dans l'opinion et inspirer les politiques.

**4. Dans la panoplie des technologies incontournables et nécessaires à l'affirmation de la souveraineté, vous dites que certaines d'entre elles sont plus importantes que d'autres parce qu'elles possèdent une dimension « politique », voire « géopolitique ». Vous les qualifiez de « technologies de puissance ». Quelles sont celles auxquelles vous pensez ?**

Pour comprendre comment se pose politiquement ce problème des technologies de souveraineté, observons ce qui se passe Outre-Atlantique. Nos amis et alliés américains mettent en place progressivement dans une perspective de sécurité

---

<sup>7</sup> Defense Advanced Research Project Agency.

nationale mais aussi d'« hégémonie bienveillante » une véritable stratégie de « monitoring » de la planète.

Grâce à leur maîtrise de l'espace, leur supériorité militaire, leurs moyens d'influence culturels, leurs entreprises, leurs centres de recherche, leurs « think tanks », leurs normes techniques comptables et financières, l'omniprésence d'Internet, de CNN, d'Hollywood, de Microsoft, d'Echelon, de leurs missionnaires en tous genres, le tout mis en réseau, bientôt aucun point de l'espace, aucune activité, n'échappera au contrôle « bienveillant » de l'hyper-puissance combinant « hard » et « soft power » et créant ainsi ce que l'on pourrait appeler un « empire orbital »

Dynamique technologique et logique politique vont de pair.

Confronté à cette situation de globalisation technologique (aussi importante, voire même plus, que la globalisation financière), l'Europe doit définir une stratégie alternative en s'assurant le contrôle intégral de filières technologiques qui sont vitales pour son indépendance.

Ces filières sont au nombre de quatre : les sciences de la vie, l'agro-alimentaire et le développement durable - les technologies de l'intelligence et du savoir - l'indépendance et la sécurité énergétique - l'espace, le milieu marin et la défense.

Bien entendu, dans chacun de ces domaines, l'indépendance n'exclut ni le partenariat ni la coopération avec les uns ou les autres

Concernant le développement de ces filières, une attention toute particulière doit être apportée, par l'Europe, à tout ce qui peut améliorer les conditions d'existence des pays en développement. C'est le cas en particulier de la lutte contre les maladies émergentes ou réémergentes dans l'Afrique subsaharienne. C'est aussi celui de la maîtrise de l'assainissement, de la distribution de l'eau et de la prévention du stress hydrique qui menace potentiellement les deux tiers de l'humanité.

**5. *L'Europe est un patchwork d'Etats dont les intérêts ne sont pas tous identiques à tel point qu'il a été imaginé l'existence possible de coopérations renforcées. La défense pourrait être l'un d'eux. Peut-on imaginer une solution de ce type pour regrouper des pays partageant votre approche en terme de recherche et de technologies de souveraineté. Quels pourraient être les premiers axes et objectifs ? Le financement serait-il public, privé ou à l'instar du programme Galileo un financement mixte ?***

Vous avez raison de citer Galileo, c'est un exemple particulièrement significatif.

Un premier pas dans cette « résistance systémique » au « monitoring » dont je viens de parler. C'est une première étape, elle est essentielle. Malgré les pressions, les européens ont tenu bon. Il faut continuer ainsi. La commission dans cette affaire a su dégager un véritable « intérêt général européen ».

Bien entendu, d'autres domaines s'ouvrent à la coopération renforcée dont le rôle, par la rapidité, l'efficacité d'intervention et la concentration des efforts qu'elle permet, est fondamental pour nos préoccupations.

De ce point de vue, la relance de l'Union Franco-Allemande est décisive ainsi que la formation, souhaitée par le Président de la République, d'un groupe pionnier.

Pour ce qui est de l'aspect économique et financier de votre question, la réponse est simple : toutes les formes de financement publiques et privées doivent être utilisées.

Une attention toute particulière mérite cependant d'être apportée aux deux domaines que sont le développement d'un véritable capital risque européen, de l'amorçage au développement proprement dit et la mobilisation d'un vaste mouvement, d'épargne populaire au niveau de l'Union orienté précisément vers le financement de l'innovation dans les nouvelles technologies.

Vous avez bien voulu, au début de cet entretien, rappeler l'initiative prise par PanEurope, dans le lancement d'un colloque sur « l'Indépendance de l'Europe et les Technologies de Souveraineté ». Notre souci est, par ce biais, de participer, aussi efficacement que possible, à cet élan de prise de conscience collective dont l'urgence et la nécessité s'imposent chaque jour un peu plus, surtout si l'on veut, selon la formule de Dominique de Villepin<sup>8</sup>, privilégier « le destin » sur le « déclin ».

Enfin, puisque, désormais libérés de l'hypothèque nucléaire, qui les a paralysés pendant près de cinquante ans, les Européens en sont à « réapprendre le texte de leur rôle dans le théâtre du monde<sup>9</sup> » (P. SLOTERDIJK), laissons les aussi réapprendre à rêver leur futur. Les techno-sciences de la vie, de l'espace, du monde océanique, des automates, de l'intelligence artificielle servent tout autant la puissance et la souveraineté que l'imaginaire collectif.

Qui ne sait pas rêver n'est pas réaliste.

Propos recueillis par Jean Thyraud  
9 octobre 2003

---

<sup>8</sup> de VILLEPIN, Dominique, Le Monde, 8 octobre 2003.

<sup>9</sup> SLOTERDIJK, Peter, *Si l'Europe s'éveille*, Mille et une Nuits, 2003.